

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40 137
59 303 VALENCIENNES

Prouvy, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur

GALLOO FRANCE Sin-le-Noble (ex BARBIER)

364 avenue des Fusillés
59 450 SIN LE NOBLE

Références : 2023-V1-056
Code AIOT : 0 007 004 038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement GALLOO FRANCE Sin le Noble (ex BARBIER) implanté 364 avenue des Fusillés 59450 SIN LE NOBLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE Sin le Noble (ex-BARBIER)
- 364 avenue des Fusillés 59 450 SIN LE NOBLE
- Code AIOT : 0 007 004 038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GALLOO FRANCE exploite un site de récupération et de stockage de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques ferreux et non ferreux et tout objet en métal, de façon générale.

Des opérations de découpe (cisailage et découpe au chalumeau) et de tri des matières sont également effectuées sur les métaux en vue de leur revente.

L'activité est complétée par une installation de « métallerie » qui est destinée à la réception des matières apportées par divers fournisseurs tels que les artisans et les particuliers.

Un atelier est également présent sur le site afin de réaliser des travaux de mécanique sur les véhicules de la société (entretien courant, vidange,...) et pour la maintenance des équipements du site (cisaille).

Le site reçoit et regroupe des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), en vue d'une expédition vers un site de démantèlement du groupe GALLOO. Il s'agit d'une activité en petites quantités, issues principalement des apports des particuliers.

L'activité de récupération et de stockage de métaux est menée sur le site depuis 1906. En octobre 2007, la société BARBIER GALLOIS a été rachetée par le Groupe GALLOO. Dans le cadre des enjeux nationaux de valorisation des déchets et dans la perspective d'une pérennisation de l'activité du site, le Groupe GALLOO a réorganisé le site historique afin d'améliorer les conditions d'exploitation et de mettre le site en conformité avec la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site sont actuellement soumises à autorisation d'exploiter au titre d'un arrêté préfectoral en date du 18 juillet 2016 valant par ailleurs également agrément pour l'exploitation d'un centre de véhicules hors d'usage. L'activité VHU n'a jamais été mise en application sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des eaux pluviales, gestion des déchets sur site, moyens de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai (ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Infiltration des eaux pluviales de toiture (rejet n°3)	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.14	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.2.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
14	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai (ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des ICPE	AP Complémentaire du 18/07/2016, article 1.2.1	/	Sans objet
5	Infiltration des eaux pluviales de toiture (rejet n°3)	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.14	/	Sans objet
9	Entreposage	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.2		

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai (ent) été donnée(s)	Autre information
11	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.4		

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'observations

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai (ent) été donnée(s)	Autre information
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.9	/	Sans objet
8	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.1	/	Sans objet
13	Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.2.2		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avait (ent) été donnée(s)	Autre information
6	Désenfumage	AP Complémentaire du 18/07/2016, article 8.2.6	/	Sans objet
8	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.1	/	Sans objet
10	Déchets sortant de l'installation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.3	/	Sans objet
12	Déchets entrants autorisés et contrôlés	Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a donné lieu à une mise en demeure sur plusieurs points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/07/2016, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de faire le point sur la situation administrative du site. Le site était soumis à — autorisation pour les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2713 : activité de transit, tri et regroupement de métaux : il s'agit de métaux ferreux et non ferreux (Al, Cu, Zn, Pb, inox, alliages) ; • 2718 : transit, tri et regroupement de déchets dangereux : il s'agit notamment de batteries de plomb (6 t maximum), de tournures souillées (30 t maximum d'huiles solubles de coupe) et de moteurs souillés (12 tonnes) avec une quantité totale autorisée sur le site de 48 tonnes ; • 2791 : installation de traitement de déchets dangereux, le site disposant d'une cisaille d'une capacité de 100 t/j. Une activité de découpe au chalumeau est également réalisée sur le site (capacité de 10 t/j). <p>- enregistrement pour la rubrique 2712 (VHU) - déclaration pour les rubriques 2710 (activités métalleries : collecte de déchets dangereux par les particuliers) et 2711 (transit, tri et regroupement de DEEE); La rubrique 2713 est passée à enregistrement du fait d'une modification de la nomenclature des IPSE (cf Décret n°2018-458 du 6 juin 2018).</p> <p>Le listing des quantités stockées le jour de l'inspection pour les stockages en 2718 sont les suivants - 18t de batteries au plomb (6 tonnes autorisées) : vu bon d'enlèvement du 18/01/23 - 15t de tournures souillées (pour 30 autorisées)</p> <p>Soit un total de 33 tonnes pour un total autorisé de 48 tonnes (la quantité de batteries est supérieure à celle indiquée dans l'arrêté préfectoral mais la quantité totale stockée en 2718 est inférieure à la quantité totale autorisée pour cette rubrique).</p> <p>Observation 1. Il convient néanmoins de respecter les quantités autorisées pour ce qui concerne le stockage des batteries au plomb ou alors de porter à la connaissance du préfet les modifications liées à la répartition des produits stockés dans la rubrique 2718.</p> <p>A noter que l'état des stocks fourni par l'exploitant comportait une erreur puisqu'il indiquait une quantité de tournures présentes sur site de 45 tonnes.</p> <p>L'exploitant indique éditer et suivre cet état des stocks de manière mensuelle. Les quantités stockées sont limitées par les bennes présentes sur le site en nombre restreint pour chaque rubrique ICPE.</p> <p>Les DEEE (GEM froid) sont entreposés dans deux bennes de 30 m³ (pour 980 m³ déclarés), soit une quantité de 15 tonnes. Les DEEE à dépolluer sont ensuite envoyés sur le site d'Aniche.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que le site était particulièrement encombré dans la zone de l'ancien parc à bennes et dans la zone de stockage à proximité de l'oxycoupage. Cet encombrement ne permet pas de faire de découpe au chalumeau dans cette zone. Cet encombrement est lié à une indisponibilité de la cisaille envoyée au fournisseur pour un upgrade (réfection de toute l'installation électrique notamment). Dans l'attente de la mise en service de la cisaille, l'exploitant a indiqué que les déchets étaient envoyés sur d'autres sites.</p> <p>FSS 1. Il est demandé à l'exploitant de désencombrer le site et de veiller à garantir une</p>

bonne organisation des stockages qui permette, y compris en situation dégradée, de conserver des distances entre îlots de stockage suffisantes pour permettre, en cas de sinistre, une bonne maîtrise de la situation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Localisation des points de rejets et conduit des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.4 et 4.3.5

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

[...].

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.5 - Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1	N° 2	N° 3
Nature des effluents	Eaux usées domestiques	Eaux pluviales de ruissellement (13 529 m ²) Eaux issues de l'entretien du site	Trop plein des cuves de récupération des eaux pluviales de toitures
Traitement interne	/	Bassin de décantation/tamponnement de 621,7 m ³ avec lame siphonide Séparateur à hydrocarbures	/
Dispositions particulières	/	Vanne de barrage en aval du bassin de décantation Obturateur en aval du séparateur à hydrocarbures Arrêt des pompes de refoulement	Vanne de barrage
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eaux usées		Noe d'infiltration de 150 m ³

Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Sin-le-Noble	Milieu naturel
Conditions de raccordement	Convention de déversement des eaux usées et pluviales du 18 juillet 2012	/

Constats :

Une zone spécifique (zone verte) est réservée pour le traitement des eaux pluviales de ruissellement du site.

Cette zone comprend les équipements de traitement des eaux (décanteur, séparateur, puits de pompage et noue d'infiltration) et des espaces verts.

Les effluents du site sont les suivants :

- rejet N°1 : les eaux domestiques qui rejoint le réseau communal puis la station d'épuration de Sin-le-Noble ;
- rejet N°2 : les eaux usées issues de l'entretien du site (nettoyage du site, arrosage des voies de circulation, lavage des véhicules),
- rejet N°2 : les eaux pluviales de voiries
- rejet N°3 : les eaux pluviales de toiture

Les eaux pluviales de toiture sont récupérées dans 3 cuves enterrées (1 à proximité des bureaux et 2 près du bâtiment industriel) pour alimenter les sanitaires. Le trop plein est dirigé vers la noue d'infiltration de la zone verte.

Les eaux pluviales de voiries et les eaux usées sont dirigées vers le bassin de décantation de la zone verte. Il y a une première décantation primaire par un écrémage (oilskimmer) puis passage par un séparateur d'hydrocarbures et déshuileur avant de rejoindre le réseau communal. Une vanne de barrage manuelle est bien présente en aval du bassin de décantation.

Par contre, il n'y a pas de vanne de barrage au niveau de la noue d'infiltration. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Le séparateur d'hydrocarbures (débourbeur/déshuileur) fait l'objet d'un entretien annuel. Le bon d'intervention de 27/11/22 et le BSD correspondant ont été consultés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p> <p>Un dispositif de disconnexion du rejet n°2 et un dispositif de stockage temporaire des eaux en cas</p>

de pollution accidentelle doivent être prévus et installés avant le rejet dans la station d'épuration collective.

L'emplacement de ce dispositif de disconnexion est clairement identifié sur l'ensemble des plans servant à la prévention des pollutions et à l'intervention des Services d'Incendie et de Secours. Une signalétique claire permet également l'identification de ce dispositif de disconnexion sur site.

Ce dispositif fait l'objet de vérifications périodiques a minima une fois par an.

Constats :

Les installations de traitement des eaux pluviales ont été vues en visite terrain : bassin de tamponnement/décantation, vanne guillotine, pompes de relevage.

Le bassin de décantation permet également le confinement des eaux d'extinction incendie. La vanne de barrage doit alors être fermée manuellement. Une consigne incendie groupe existe. Une autre consigne précise également les mesures à prendre en cas de pollution accidentelle.

Observation 2. Il convient de compléter la consigne groupe par une procédure interne au site précisant notamment l'identité du personnel chargé de fermer la vanne en cas d'incendie ou de pollution.

L'exploitant a indiqué que la vanne faisait l'objet de vérifications périodiques. Néanmoins, celles-ci ne sont pas formalisées.

Observation 3. Il convient de veiller à formaliser les vérifications périodiques réalisées sur la vanne guillotine.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission du rejet n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.13

Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le rejet n°2 défini et décrit à l'article 4.3.5. ci-dessus doit respecter avant leur arrivée dans le réseau d'assainissement collectif, les valeurs limites d'émission ci-dessous définies :

Paramètres	Valeur réglementaire	Méthodes de référence
Débit maximal	11 m ³ /h	Se référer aux normes en vigueur
pH	entre 6.5 et 8.5	
Matières en Suspension (MES)	60 mg/L	
Hydrocarbures	5 mg/L	
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	240 mg/L	
Demande Biologique en Oxygène sur 5 jours (DBO ₅)	80 mg/L	
Arsenic	0,1 mg/L	
Cadmium (Cd)	0,05 mg/L	
Zinc (Zn)	2 mg/L	
Plomb (Pb)	0,5 mg/L	
Chrome (Cr)	0,1 mg/L	
Cuivre (Cu)	0,5 mg/L	
Mercure (Hg)	0,01 mg/L	

Paramètres	Valeur réglementaire	Méthodes de référence
Nickel (Ni)	0,1 mg/L	
Métaux totaux	15 mg/l	
Indice phénols	0,3 mg/l	
Cyanures totaux	0,1 mg/l	
AOX	5 mg/l	
PCB (NF EN ISO 6468)	0,05 mg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j	

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance depuis 2019 ont été consultés :
On constate que les métaux totaux n'ont pas fait l'objet de mesures. Or, l'article 10.2.2 de l'APA du 18/07/2016 prescrit une surveillance annuelle pour tous les paramètres. Par ailleurs, faute de disponibilité de créneaux par le laboratoire pendant les épisodes pluvieux selon l'exploitant, le prélèvement sur 24 heures n'a pas été réalisé en 2022. Seul un prélèvement ponctuel a été réalisé. Celui-ci a mis en évidence des dépassements en DCO (243 mg/l pour 240 mg/l autorisés) et en Zinc (3,2 mg/l pour 2mg/l autorisés).

Observation 4. Il convient de revoir l'organisation des mesures sur les eaux pluviales pour réaliser un prélèvement représentatif de l'activité du site sur une période de 24 heures. Par ailleurs, il conviendra d'intégrer sur les prochaines mesures une mesure des métaux totaux.

FSS 2. Il est demandé à l'exploitant de réaliser un prélèvement sur 24 heures des eaux pluviales dans les plus brefs délais. Les mesures devront inclure les métaux totaux.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Infiltration des eaux pluviales de toiture (rejet n°3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 4.3.14
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'infiltration des eaux pluviales sur le site est interdite hormis les eaux pluviales de toiture définies à l'article 4.3.5. du présent arrêté correspondant au rejet n°3. La superficie des toitures dont les eaux pluviales font l'objet de l'infiltration est de 1 138 m ² . L'ouvrage d'infiltration doit être visitable et régulièrement entretenu de manière à garantir son bon fonctionnement en permanence. L'exploitant assure un nettoyage régulier et efficace (notamment après la chute des feuilles) de son ouvrage d'infiltration. Un cahier d'entretien sera tenu à jour par l'exploitant. Sur ce cahier figurera la programmation des opérations d'entretien ainsi que, pour chaque opération réalisée, les observations formulées, les quantités et la destination des déchets évacués. Il sera tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Toutes les dispositions sont prises pour empêcher la pollution de l'ouvrage d'infiltration en cas d'incendie. Un dispositif de disconnexion du rejet dans le milieu naturel et un dispositif de stockage temporaire des eaux en cas de pollution accidentelle doivent être prévus et installés avant le rejet dans le milieu naturel.

<p>L'emplacement de ce dispositif de disconnexion est clairement identifié sur l'ensemble des plans servant à la prévention des pollutions et à l'intervention des Services d'Incendie et de Secours. Une signalétique claire permet également l'identification de ce dispositif de disconnexion sur site. Ce dispositif fait l'objet de vérifications périodiques a minima une fois par an.</p>
<p>L'utilisation des insecticides et pesticides est interdite pour l'entretien des aires étanchées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La noue d'infiltration a été vue en visite terrain. L'exploitant n'a pas mis en place de cahier d'entretien permettant de formaliser les actions d'entretien faites sur l'ouvrage d'infiltration.</p> <p>FSS 3. Il convient de mettre en place ce suivi.</p> <p>Le dispositif de disconnexion du rejet dans le milieu naturel n'a pas été mis en place. Une mise en demeure est proposée sur ce point (Cf point de contrôle N°2).</p> <p>En cas de présence du dispositif de disconnexion, les eaux repartiraient vers le bassin de tamponnement en cas de situation incidentelle</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; - fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi-fonction sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ; - la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;

<ul style="list-style-type: none"> - classe de température ambiante T0 (0 °C); - classe d'exposition à la chaleur B300. <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan des exutoires de désenfumage du bâtiment industriel.</p> <p>Les 3 halls comprennent 2 exutoires de 2,2 m² pour une surface de 150 m² soit près de 3 % de surface en désenfumage.</p> <p>Les commandes de désenfumage sont situées à proximité des accès et sont à commande manuelle et automatique.</p> <p>L'exploitant a transmis une attestation de l'organisme de vérification attestant que les dispositifs de désenfumage sont automatisés à l'ouverture par des systèmes de thermodéclencheurs pneumatiques à cartouches CO2.</p> <p>L'attestation indique que lors de la dernière vérification annuelle, aucune non-conformité n'a été détectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Moyen de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 8.2.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un système d'alarme sonore audible de tout point du bâtiment doté d'une autonomie minimale de cinq minutes ; - d'un système de détection automatique d'incendie ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec

les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés de DN 33 mm, conformément aux normes françaises S 61 201 et S62201 ou à la règle R5 de l'APSA; ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs).
- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Le personnel est formé à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

En dehors des heures ouvrées, le site est relié à un système de télésurveillance afin d'alerter les responsables de site et qui alertent après la levée de doute les services de secours en cas d'incendie.

Le site n'est pas équipé d'alarme sonore.

Le site n'est pas équipé de système de détection automatique d'incendie. L'arrêté ministériel du 06 juin 2018 précise bien que la détection doit être présente dans *«les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;»*

Un système de détection automatique (alarme) est installé au niveau des bureaux uniquement.

L'exploitant dispose d'un plan reprenant les dangers présents sur le site.

Concernant les points d'eau incendie, le site compte 3 nourrices qui ont fait l'objet d'une vérification le 04/03/2022 :

- PEI N°1 (entrée du site) : Débit sous un bar de 106 m³/h
- PEI N°2 (à proximité des bureaux) : Débit sous un bar de 80 m³/h
- PEI N°1 (fond du site) : Débit sous un bar de 62 m³/h

Le rapport de vérification des extincteurs a été transmis par l'exploitant (vérification du 04/03/2022). Ce rapport met en évidence la nécessité de remplacer un extincteur. Celui-ci a été remplacé le 20/04/2022.

Le rapport de vérification des RIA a été transmis par l'exploitant (vérification du 04/03/2022). Ce rapport met en évidence la nécessité de remplacer un RIA et de remplacer un manomètre hors service sur un autre RIA. La mise en conformité a été réalisée le 20/04/2022.

Lors de la visite terrain le bac à sable n'était pas présent à proximité du chalumeau. L'exploitant a mis en place ce bac à sable après la visite (Cf planche photographique en annexe 1).

La formation du personnel à la manœuvre des moyens de secours n'a pas été vérifiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant réception d'un déchet, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés. Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées. L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. À défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte. Les déchets doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection prévu à l'article 9.1.2 du présent arrêté. Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation et sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant. Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des déchets acceptés sont affichés visiblement à l'entrée du site. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt (bennes, casiers ou conteneurs spécifiques). Les déchets non listés ne sont pas admis dans l'installation. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé au déposant, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une procédure définit les conditions d'acceptation des déchets. Elle précise notamment quels sont les déchets qui sont refusés.</p> <p>Tous les déchets entrants sont contrôlés, y compris ceux relatifs à la métallerie (déchets des particuliers et petits artisans). Un réceptionnaire est présent lors du déchargement au niveau des ferrailles .</p> <p>Les déchets non conformes ne sont pas repris pour les particuliers. Concernant les professionnels, le refus est communiqué au fournisseur du déchet. Une zone d'isolement de ces déchets est présente sur le site.</p> <p>Tous les déchets entrants font l'objet d'un contrôle de radioactivité soit au portique soit par un radiamètre pour la métallerie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.2
Thème(s) : Autre, Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs....). L'entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que des travaux étaient en cours. Ainsi, le temps des travaux les tournures et moteurs ont pu être entreposés en dehors des box prévus à cet effet. Or, ces derniers comportent un sol bétonné et sont équipés d'une rigole afin de récupérer et acheminer les éventuels rejets huileux de ces produits vers des cuves de stockage enterrées et à double paroi.</p>

FSS 4. Il est donc demandé à l'exploitant de veiller à entreposer les tournures et les moteurs dans les box prévus à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déchets sortant de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.
Constats : Le registre des déchets a été consulté. Les ferrailles cisailées sont expédiées vers le site Galloo à Gand, pour notamment être envoyées à l'export (aciérie). Les ferrailles à broyer sont envoyées vers le site Galloo à Aniche. Les DEEE sont regroupés sur le site avant d'être expédiés vers le site de Aniche. Les métaux non ferreux sont expédiés vers le site de Halluin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées toutes les quantités de déchets entrants et sortants du site, incluant les déchets générés sur le site, conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2005 précité. Ce registre permet de suivre la gestion d'un déchet entrant dans les installations depuis l'aire de réception jusqu'à son expédition. Le registre des déchets contient a minima les informations suivantes : <ol style="list-style-type: none"> Réception : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception des déchets ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets entrants ; - le code et le libellé des déchets au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu ; - le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets entrants ; - le nom, l'adresse du transporteur des déchets et, le cas échéant, son numéro de récépissé, conformément à l'article R. 541-51 du code de l'environnement ; - le numéro d'immatriculation du véhicule. Expédition : <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition des déchets ou des lots correspondants ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination ; - le code et le libellé des déchets au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code

de l'environnement ;

- la nature et la quantité de chaque déchet expédié ;
- le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets sortants ;
- le nom, l'adresse du transporteur des déchets et, le cas échéant, son numéro de récépissé conformément à l'article R. 541-51 du code de l'environnement ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- l'opération de traitement qui va être opérée.

Constats :

Le registre des déchets a été consulté. Il en résulte que:

- Le numéro des bordereaux de suivi des déchets entrants est repris dans le logiciel track déchets mais pas dans le registre informatisé. L'exploitant a indiqué que ce point serait corrigé dans l'année à venir, un nouveau logiciel va être déployé sur les sites.
- Le numéro d'immatriculation ne figure pas dans le registre mais dans le logiciel LISA, sauf pour les particuliers.
- L'information relative à l'opération de traitement opérée n'est pas exhaustive et nécessite d'être complétée.

FSS 5. Il convient de compléter les informations contenues dans le registre selon les constats ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets entrants autorisés et contrôlés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant (et sortant) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant. La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité. À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les appareils de contrôles de la radioactivité ont été testés en date du 06 septembre 2022. Les tests réalisés ne mettent pas en évidence de non-conformité.</p> <p>Le rapport de test du radiamètre indique que le bruit de fond est de 87 cps. Le rapport de tests du portique indique les seuils de déclenchement des deux détecteurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2016, article 9.1.2.2
Thème(s) : Autre, Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique. Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place. En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément. La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au</p>

<p>producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet. En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes. L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une procédure a été définie pour la gestion d'un déclenchement de l'alarme des détecteurs de la radioactivité.</p> <p>En cas de détection confirmée de radioactivité, l'exploitant a indiqué que la benne incriminée est isolée sur une aire spécifique du site, à l'intérieur du parc à métaux, zone à l'écart de poste de travail permanent.</p> <p>Observation 5. Il convient de préciser dans la procédure l'emplacement de l'aire d'isolement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV</p>
<p>Thème-s : Risques chroniques, Risques chroniques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>Le site est situé à moins de 100 mètres d'habitations.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté que les hauteurs des déchets entreposés dépassaient les 3 mètres notamment dans la zone de stockage à proximité de la cisaille.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une mise en demeure.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois